

Le pouvoir aux travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

12 mai 2023

N° 294

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr



Fête du 1^{er} Mai à la Primature : Salamalecs et « *dialogue social* » entre le pouvoir et les centrales syndicales sur le dos des travailleurs.

Éditorial

**FAUX AMIS DES TRAVAILLEURS,
MAIS VRAIS COMPLICES DES CAPITALISTES !**

Page 3-4

**LES HABITANTS
S'ORGANISENT CONTRE
L'INSÉCURITÉ !**

Page 5

**ILS DISENT MERCI AU
PRÉSIDENT !**

Page 8

**SOUDAN : LA POPULATION
PRISE EN ÉTAU
DANS LA GUERRE ENTRE
LES GALONNÉS**

Page 11-12

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>ÉDITORIAL :</u>	
- FAUX AMIS DES TRAVAILLEURS, MAIS VRAIS COMPLICES DES CAPITALISTES !.....	3 - 4
<u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u>	
- LES TRAVAILLEURS DU 5ème PONT EN GRÈVE	5
- LES HABITANTS S'ORGANISENT CONTRE L'INSÉCURITÉ !.....	5
- UTB : NON AUX LICENCIEMENTS !.....	6
- DÉMOLITION DE QUARTIERS DITS À RISQUE, AVEC TOUT LE MÉPRIS DE LA CLASSE DIRIGEANTE.....	6
- DÉGUERPISSEMENT SANS RELOGEMENT = ZÉRO !.....	7
- LES JEUX DE HASARD, UNE ARNAQUE !.....	7
<u>L E U R S O C I E T E</u>	
- ILS DISENT MERCI AU PRÉSIDENT !.....	8
- ILS PRÉTENDENT DÉFENDRE LES TRAVAILLEURS ?.....	8
- LÈCHE-BOTTES ET DÉMAGOGUES FONT BON MÉNAGE.....	8 - 9
- BÉDIÉ AURAIT-IL UN PROBLÈME AVEC LA TRANSHUMANCE POLITIQUE ?	
- CA SENT LA POURRITURE !.....	9
- ILS NE SONT JAMAIS RASSASIÉS !.....	10
<u>DANS LE MONDE :</u>	
- SOUDAN : LA POPULATION PRISE EN ÉTAU DANS LA GUERRE ENTRE LES GALONNÉS.....	11 - 12
- L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET SES ANCIENS TIRAILLEURS AFRICAINS....	12 - 13

FAUX AMIS DES TRAVAILLEURS MAIS VRAIS COMPLICES DES CAPITALISTES !

Comme tous ans le jour du 1er mai, une cérémonie a été organisée par le gouvernement à l'attention des dirigeants des grandes centrales syndicales, Ugtci, Dignité, Fesaci, Humanisme et autres. Ce sont ces notables prétendument représentants des travailleurs, qui ont leurs entrées dans les couloirs ministériels. Ils viennent ce jour-là déposer leurs « *doléances* » en prenant soin de bien courber leur dos et leur tête pour montrer toute leur platitude devant les représentants de l'État et du patronat.

Les dirigeants au pouvoir et leurs compères syndicalistes veulent présenter les exploités comme de gentils capitalistes qui, dans leurs grandes mansuétudes, « *donnent du travail* » et un salaire à leurs bienheureux travailleurs. L'actuel Premier ministre Patrick Achi et consorts se présentent comme des gens soucieux du bien-être des travailleurs et des populations pauvres. Ils ne sont pourtant que de simples exécutants des intérêts capitalistes ; ce qui n'empêche pas que quelquefois, ils soient jetés eux-mêmes à la poubelle après usage. Gbagbo est bien placé pour le savoir !

Ces gens-là veulent surtout nous faire oublier que le 1er Mai a été durant des années une journée de lutte des travailleurs du monde entier pour la défense de leurs intérêts. Et c'est toujours le cas encore aujourd'hui dans bien des régions du monde. En tout cas, pour nous qui travaillons ici en Côte d'Ivoire, les raisons de lutter sont plus que jamais d'actualité !

D'abord, notre salaire est une misère, il nous permet à peine de sortir la tête hors de l'eau. C'est cette situation insupportable qui a poussé les travailleurs de la zone industrielle de Yopougon à se mettre massivement en grève au mois d'octobre 2022 et à bloquer toutes les entreprises de cette zone durant au moins un jour. Ils revendiquaient un salaire minimum de 300 mille francs net par mois et la fin du travail journalier ! C'est d'ailleurs suite à cette grève que ces mêmes dirigeants syndicaux, le patronat et le gouvernement, se sont entendus pour augmenter le salaire minimum de 15.000 Fr qui est ainsi passé à 75.000 Fr. Ce fut une aumône comparée au coût de la vie, néanmoins il a fallu se battre pour que cette augmentation devienne effective ; ce n'est toujours pas le cas partout.

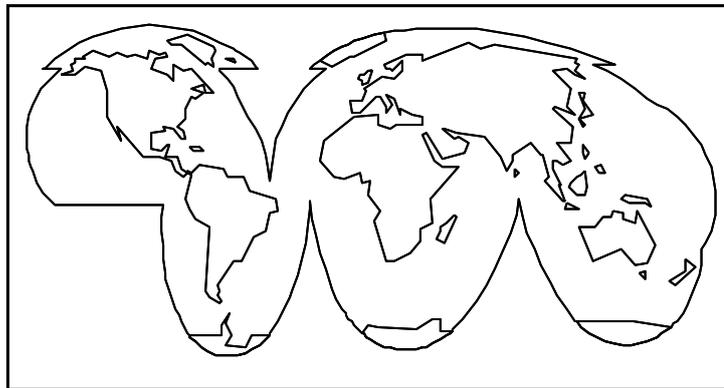
Le 1er ministre vient maintenant d'annoncer une augmentation générale des salaires comprise entre 9 et 18% selon les catégories, pour les autres travailleurs qui touchaient déjà 75 000 Fr ou un peu plus. Ce qui revient à une augmentation du même ordre, autour de 15.000 Fr. Il est clair que les capitalistes et leurs mandants au pouvoir ainsi que leurs complices qui sont

les dirigeants syndicalistes, ne sont pas là pour sortir les travailleurs de leur misère et de leur pauvreté, mais bien de les y maintenir !

Les capitalistes ont l'habitude de prétendre que ce sont eux qui nourrissent les travailleurs et leurs familles mais c'est exactement l'inverse ! Par son travail, le prolétaire reproduit non seulement un équivalent de son salaire, mais aussi le profit qui engraisse le patronat et aussi, au passage, tous les parasites accrochés au pouvoir et dans les hautes sphères de l'appareil d'État, de même que ces dirigeants syndicalistes eux-mêmes, auxquels les capitalistes concèdent quelques miettes en échange de leur servilité.

Ici comme ailleurs dans le monde, les travailleurs n'ont pas d'autres choix que de continuer à se battre pour lutter contre l'exploitation. Mais au-delà de nos luttes au quotidien, pour changer notre sort, nous les travailleurs avons aussi intérêt à nous organiser politiquement et nous donner comme objectif le renversement du système capitaliste. De par notre position dans l'économie, nous avons ensemble la force de mener ce combat. Nous sommes les seuls à pouvoir construire un monde plus juste débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme ! Nous n'avons que nos chaînes à perdre et un monde à gagner !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LES TRAVAILLEURS DU 5ème PONT EN GRÈVE

Entre la corniche et la cathédrale saint Paul du Plateau, un pont dit à Hauban surplombe désormais un bout de la lagune Ébrié. Cela est censé être un chef d'œuvre appelé à devenir l'un des symboles d'Abidjan. Pourtant les ouvriers qui sont à pied d'œuvre pour sa réalisation sont traités comme des moins que rien. Ils font des journées de 10 h pour un salaire de 5.500 Fr. Leurs conditions de travail sont pénibles, sous ce soleil de plomb. Ils ne sont pas déclarés à la CNPS et ne sont donc

pas couverts en cas d'accident de travail. Ils ont fait une grève de 48 h pendant la dernière semaine du mois d'avril et réclament aussi une « *prime de fin de chantier* » car ce chantier est arrivé à terme.

Même sur les chantiers d'État, on voit que les capitalistes ont les mains libres pour pressurer les travailleurs. Rien d'étonnant, les capitalistes et le gouvernement sont complices dans l'exploitation des travailleurs.

LES HABITANTS S'ORGANISENT CONTRE L'INSÉCURITÉ !

An 2000 est un quartier qui jouxte la zone industrielle de Yopougon. Il est essentiellement habité par les travailleurs de la zone industrielle. Depuis un certain temps, ce quartier est en proie à une insécurité galopante.

Au départ, les malfrats s'en prenaient essentiellement aux ouvrières qui se rendaient au travail ou à des vendeuses qui allaient chercher leurs provisions très tôt le matin. Ils n'hésitaient pas à les dépouiller de leur argent et de leur téléphone. Souvent quand ça tournait mal, certaines recevaient même des coups de couteau.

Ensuite, ce sont carrément des hordes de jeunes armés de machettes et de couteaux qui ont fait des descentes dans le quartier. Ils arrivent en courant, simulent des bagarres, sèment la zizanie et en profitent pour agresser et dépouiller tous ceux qu'ils rencontrent sur leur passage. À la moindre résistance, ils n'hésitent pas à user de leurs machettes et autres armes blanches.

La police a été alertée plusieurs fois, en vain. Mais quand ce sont les

travailleurs qui font grève dans cette zone industrielle située juste de l'autre côté de la voie, les forces de l'ordre accourent tels des chiens de garde en grand nombre et en quelques minutes, au moindre appel de leurs maîtres.

Les habitants, voyant qu'ils sont abandonnés à leur sort, ont décidé de prendre leur sort en main. Ils se sont organisés pour défendre leur quartier en cas de nouvelles attaques.

Les microbes ne se doutant de rien, sont revenus sur les lieux de leurs attaques. Mais cette fois ci, grande fut leur surprise de constater qu'ils étaient attendus par les gens du quartier. Plutôt que de fuir, les gens étaient prêts à en découdre avec eux. La peur a du coup changé de camp et ce sont plutôt les microbes qui ont pris leurs jambes à leur cou. Depuis lors, il n'y a pas eu d'autres agressions mais les habitants ne baissent pas la garde pour autant.

Vivement une organisation similaire contre les capitalistes qui exploitent dans la zone ; ils sont tout aussi nuisibles et nous dépouillent chaque jour, non ?

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

UTB : NON AUX LICENCIEMENTS !

La compagnie de transport UTB est l'une des plus grandes du pays. Les travailleurs, notamment les agents rouleurs, dénoncent les mauvaises conditions de travail et les bas salaires. Ils étaient en train de préparer la grève quand la direction de l'entreprise a eu vent de l'affaire. Elle a aussitôt licencié des travailleurs indexés comme étant les meneurs du mouvement. Elle a pondu un communiqué justifiant les renvois pour « *faute lourde* », pour démarchage auprès d'autres travailleurs en vue d'une préparation d'une « *grève illégale* ».

En clair, la direction d'UTB trouve normal de renvoyer des

travailleurs qui réclament tout simplement de meilleures conditions de vie et de travail, surtout dans le contexte actuel d'une inflation galopante où le salaire fond comme de la glace au soleil.

Elle pense avoir ainsi désamorcé le mouvement de grève en jetant des travailleurs dehors, mais cette injustice ne passera pas comme ça. Les travailleurs n'ont pas encore dit leur dernier mot.

N'en déplaise aux capitalistes, c'est par la lutte que les travailleurs peuvent arracher des améliorations de leurs conditions de travail face à l'exploitation qu'ils subissent.

DÉMOLITION DE QUARTIERS DITS À RISQUE, AVEC TOUT LE MÉPRIS DE LA CLASSE DIRIGEANTE

Avec la nouvelle saison des pluies, les bulldozers sont déjà entrés en action à Attecoubé ce 11 mai et aussi dans d'autres bas quartiers où logent les travailleurs et les populations pauvres. Deux jours avant, lors d'une réunion avec les maires, le 1er Ministre a donné les instructions pour ces démolitions en déclarant que « *tout ce qui doit être humainement fait pour protéger ou préserver des vies, nous le ferons* ». Ce sont des paroles de menteurs !

Ces gens-là jettent des familles à la rue avec enfants et bagages, et ils ont le culot de prétendre qu'ils veulent préserver la vie de ceux qui se retrouvent du jour au lendemain dehors et sous pluie !

Ce sont des centaines de familles qui se trouvent dans cette situation chaque année. Elles n'ont pas d'autres choix que d'habiter dans ce genre d'endroits dangereux et insalubres, tellement les loyers à Abidjan sont hors de portée des plus modestes.

Construire des logements convenables avec des loyers modestes où les plus pauvres pourraient loger dignement avec leurs familles, est une nécessité vitale mais il ne faut pas trop compter sur ceux qui dirigent ce pays car leur préoccupation est toute autre. Espérons seulement qu'à force de taper sur les pauvres, ils finiront par récolter les fruits de la colère qu'ils méritent.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

DÉGUERPISSEMENT SANS RELOGEMENT = ZÉRO !

L'État dit qu'il protège les populations contre les éboulements en les délogeant. Mais pour aller où ? Faut de moyens, ces populations pauvres vont s'installer dans une autre zone dangereuse. Si l'État veut réellement protéger ces populations, il doit construire des logements appropriés pour les reloger !

L'État dit qu'il construit des

logements sociaux. Les entreprises immobilières s'inscrivent dans le programme pour avoir des facilités de l'État mais elles font tout sauf construire des logements sociaux. Du coup, les logements sont hors de portée de la majorité de la population.

Les promesses du gouvernement ne valent rien !

LES JEUX DE HASARD, UNE ARNAQUE !

Dans les quartiers populaires, l'un des passe-temps favoris des travailleurs et des jeunes, ce sont les jeux de hasard. Avant, c'était le PMU qui était en vogue, ensuite ce fut le tour du « *loto ghanéen* », aujourd'hui ce sont les « *paris sportifs* ». On assiste à la multiplication de grandes salles de paris avec beaucoup de grands écrans accrochés au mur pour suivre simultanément les matchs ou les courses de chevaux. Avec ces nombreux écrans, on se croirait un peu en miniature dans les salles de la bourse de Wall-Street comme on le voit parfois à la télé.

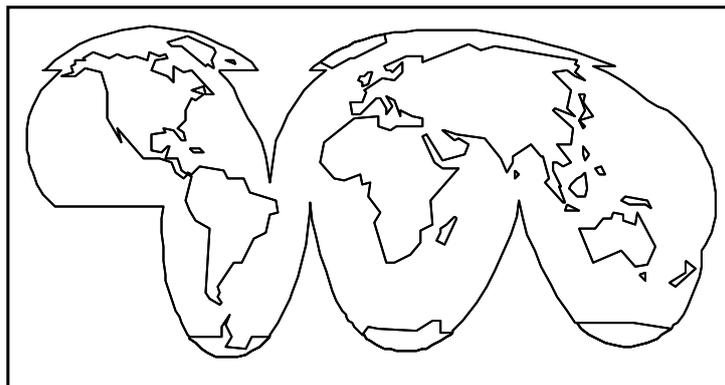
L'une des entreprises étatiques florissantes en ce moment, c'est la LONACI, l'organisatrice des jeux de hasard ... mais ce n'est pas par

hasard! Pour elle, tous les coups sont gagnants puisque c'est elle qui ramasse la plus grande partie des mises.

Tous ces jeux ont en commun un principe, celui de vendre aux pauvres l'illusion qu'ils peuvent sortir de la misère rien qu'en pariant sur le bon cheval, sur la bonne équipe de foot ou simplement en grattant un bout de carton.

Dans cette affaire, l'État est doublement gagnant : non seulement il ramasse de l'argent par milliards chaque année en délestant les poches de ceux qui n'en possèdent déjà pas beaucoup, mais en plus il leur fait miroiter un avenir meilleur sans que les capitalistes aient à décaisser un centime !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

ILS DISENT MERCI AU PRÉSIDENT !

Lors de la cérémonie du 1er mai, les dirigeants syndicaux reçus à la Primature n'ont eu qu'un seul mot à l'endroit de Ouattara qui n'était d'ailleurs même pas présent : « *merci* » pour les 15.000 Fr accordés aux travailleurs.

Le dirigeant de Dignité, un certain Boga Dago a dit aussi merci pour les 50 millions qu'il a reçus pour la construction de son nouveau siège. De son côté, un certain Yves Kodibo de « *l'Union nationale des travailleurs de Côte d'Ivoire* » a exprimé sa reconnaissance pour le « *sens élevé d'humanisme du Chef de l'État* ».

Telles de vraies vermines, ils ont tous salué le « *protocole d'accord* » qu'ils ont signé l'année dernière pour l'instauration d'une « *trêve sociale 2022-2027* » dans la fonction publique. Par cet accord, les dirigeants

syndicaux garantissent à l'État qu'ils feront tout pour qu'il n'y ait pas de grève dans la fonction publique.

Certains évoquent des « *retombées déjà visibles* » de ce protocole d'accord qui aurait permis au patron de Dignité de mettre de côté une somme de plusieurs dizaines de millions de francs. Pour ne pas être en reste, Soro Mamadou, le Secrétaire Général de la centrale Humanisme, a aussi ouvertement demandé une « *assistance financière* » pour l'achèvement et l'équipement de son siège social.

C'est à croire que le « *dialogue social* », ça paye bien pour ces serviteurs de la bourgeoisie qui ont le culot de se présenter comme des défenseurs des intérêts des travailleurs!

ILS PRÉTENDENT DÉFENDRE LES TRAVAILLEURS ?

Ces dirigeants syndicaux qui se sont rendus à la Primature le 1er mai ne font rien pour empêcher les arrestations, répressions et autres renvois que subissent les travailleurs lors des grèves. Par contre, certains d'entre eux ont ouvert leur bouche pour demander à Ouattara une « *amnistie* » pour Laurent Gbagbo et Blé Goudé afin de leur permettre de se

présenter aux élections à venir. C'est le cas de Boga Dago, dirigeant de Dignité, et c'est son droit. Mais lorsqu'il s'agit de travailleurs emprisonnés ou licenciés pour fait de grève, on n'a pas l'habitude de les voir s'indigner et demander leur libération ou leur réintégration immédiate. C'est pourtant leur premier devoir !

LÈCHE-BOTTES ET DÉMAGOGUES FONT BON MÉNAGE

À en juger par leurs discours à l'endroit de Ouattara et de son Premier ministre, les dirigeants des centrales syndicales qui ont été à la primature se sont montrés experts dans l'art du cirage de pompes. Ils y ont tellement

mis d'ardeur à montrer toute leur soumission, qu'ils risquent une inflammation du poignet à force de faire briller les pompes de ces messieurs.

L E U R S O C I E T E

D'ailleurs, Patrick Achi, lui-même, n'était pas en reste vis-à-vis de son patron. Il a dit que « *Dieu a béni la Côte d'Ivoire en lui donnant comme Président Alassane Ouattara. Toutes les régions, les ethnies, ont reçu leur compte avec lui* ».

Au fait, les riches qui font fortune en exploitant les travailleurs, de quelle « *ethnie* » sont-ils ? En tout cas, nous les travailleurs on est fier d'appartenir à une seule classe, celle des exploités, toutes ethnies confondues !

BÉDIÉ AURAIT-IL UN PROBLÈME AVEC LA TRANSHUMANCE POLITIQUE ?

Au fil des ans, de nombreux politiciens du Pdc comme Patrick Achi sont allés au Rhdp, où l'herbe est plus verte. Ces gens-là portent des complets-cravates pour se donner l'air de gens respectables, mais comme disait l'autre, l'habit ne fait pas le moine. Pour ceux-là, on a envie de dire qu'ils ne sont en fait que des « *brouteurs* », comme ceux qu'on trouve souvent à Abobo Derrière Rail ou à Adjahui. À la différence, il est vrai, que dans nos quartiers, leurs homologues sont souvent en « *léké* » ou en « *tapettes* ».

Alors, pour empêcher ces gens d'aller brouter au Rhdp une fois élus, Bédié leur fait maintenant signer un «

contrat d'engagement » avec interdiction de quitter le Pdc. Pourtant, question de « *mangement* », Bédié lui-même est plutôt un expert ! Ne l'a-t-on pas déjà vu dans le temps avec Ouattara contre Gbagbo ? Or, cette fois-ci, le voilà qui fait l'inverse. Il revient à ses amours du temps de « *l'ivoirité* » où il était main dans la main avec Gbagbo dans la politique de l'ethnisme, la xénophobie et le nationalisme, à l'origine des massacres dans ce pays. Dis moi qui tu fréquentes et je te dirais qui tu es, dit un adage.

En fait, tous ces gens-là font comme les rats qui quittent le navire, quand ça tangué un peu trop !

CA SENT LA POURRITURE !

À l'approche des prochaines élections, Simone Gbagbo demande « *pardon à la Nation et à tous ceux qui ont subi des souffrances* ». Elle demande « *l'amnistie* » pour tous les massacreurs durant la crise, notamment pour les dirigeants. Elle plaide aussi pour le « *retour* » de Soro Guillaume.

On a envie de lui répondre que pour son « *pardon* », qu'elle aille donc demander l'avis des femmes qui ont été violées à l'école de police quand elle-même était au pouvoir. Elle n'avait

alors même pas eu un seul petit mot de compassion pour ces femmes, bien au contraire. Que diraient les familles de tous ces gens qui ont été brûlés vifs, tués, torturés ou enterrés dans la forêt de Yopougon ?

Évidemment, Simone Gbagbo s'adresse plutôt à ses semblables qui sont aujourd'hui au pouvoir et qui sont faits de la même eau qu'elle. Entre gens du même monde, ils sont faits pour s'entendre ... sauf quand les places se font rares et les candidats nombreux.

L E U R S O C I E T E

ILS NE SONT JAMAIS RASSASIÉS !

Le Ppa-ci, le parti de Gbagbo, est en pleine campagne pour les prochaines élections. Ainsi Hubert Oulaye, son « *président exécutif* », lors de sa tournée dans le département de Soubré, a déclaré que Gbagbo a été chassé du pouvoir parce qu'il se battait pour la gratuité de l'école et des soins. De plus, du temps de Gbagbo, dit-il, le cacao était à 1000 Fr et l'hévéa à plus de 1000 Fr.

La gratuité de l'école et des soins, c'était sur papier et c'est le même bla-bla qui continue sous Ouattara. Quant au cacao et à l'hévéa, le propagandiste de Gbagbo veut-il nous faire croire que leurs prix se fixaient à Mama dans son village derrière la case du sorcier et non dans des places boursières comme celles de Londres en Angleterre ? C'est la loi de l'impérialisme et du capitalisme à

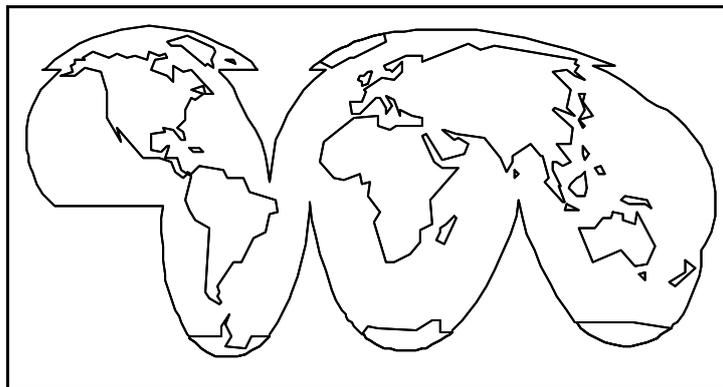
laquelle tous les régimes qui se sont succédé en Côte d'Ivoire depuis l'indépendance se sont pliés.

En tout cas, on notera qu'Hubert Oulaye était « *ministre de l'emploi* » et cela sans discontinuité durant 10 ans, depuis Robert Guéi jusqu'à Gbagbo. Et comme chacun le sait, les emplois étaient alors « *versés* » en Côte d'Ivoire, n'est-ce pas ?

En plus, ce monsieur a aussi le numéro de téléphone personnel de dieu, puisqu'il nous apprend que « *dieu a fait revenir Gbagbo en Côte d'Ivoire* » et il « *reviendra au pouvoir* ».

Ce qui est sûr c'est que les travailleurs n'ont rien de bon à attendre de ceux qui sont au pouvoir actuellement comme de ceux qui veulent les remplacer. Ils ne peuvent compter que sur leurs luttes pour défendre leurs intérêts.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

SOUDAN : LA POPULATION PRISE EN ÉTAU DANS LA GUERRE ENTRE LES GALONNÉS

Depuis près d'un mois, le Soudan est ravagé par une guerre opposant deux clans militaires : celui du général Abdel Fattah Al-Bourhane, chef de la junte actuellement à la tête du pays, et celui d'un autre général, Mohammed Hamdan Daglo, son vice-président. Chacun veut diriger le pays pour mettre la main sur les caisses de l'État et se remplir les poches. Ils sont en train de plonger la population soudanaise dans l'horreur. On compte déjà officiellement plus de 750 morts, 5 000 blessés et plus de 900 000 déplacés et réfugiés.

La population de la capitale Khartoum et des grandes villes de province, est prise entre deux feux. Les maisons sont détruites par les tirs d'artillerie et les bombardements de l'aviation. Les hôpitaux déjà en piteux état, sont débordés et ne peuvent plus soigner les blessés. Les malades sont évacués sous les tirs d'armes automatiques et de roquettes. L'eau et l'électricité, qui ne fonctionnent que quelques heures par jour en temps normal, sont totalement coupées dans bien des quartiers. Quant à se nourrir, c'était déjà plus qu'aléatoire avec les pénuries et la hausse vertigineuse des prix, mais c'est désormais impossible, aucun chauffeur ne prenant le risque de ravitailler les rares épiceries ouvertes.

Environ 30 000 personnes, principalement ceux qui habitaient dans la région de Darfour, ont réussi à traverser la frontière du Tchad malgré les tracasseries imposées par les autorités militaires du dictateur de Ndjaména. Les réfugiés ont été parqués comme des parias dans des endroits où il n'y a même pas le strict minimum pour soulager leur détresse et les soigner.

Cela fait des années que la population soudanaise vit pratiquement en état de guerre permanente. Durant 30 ans, ce fut sous la terreur du régime dictatorial du général Omar el-Béehir. Celui-ci se croyait indéboulonnable mais après plusieurs mois de manifestations populaires et d'âpres combats de rue entre manifestants et forces de l'ordre, il a fini par être renversé.

C'est l'annonce du triplement du prix du pain en décembre 2018, conséquence d'un plan d'austérité imposé par l'impérialisme, qui a mis le feu aux poudres et fait exploser la colère accumulée. Aux revendications contre la vie chère se sont ajoutées celles de la liberté et de la fin de la dictature. Malgré la répression meurtrière, la population a tenu bon et les militaires ont fini par lâcher El Béehir en avril 2019. Cette première victoire du mouvement populaire n'a cependant pas réglé la question du pouvoir.

Les chefs militaires qui ont remplacé El Béehir n'ont jamais réussi à mettre fin à la contestation populaire. La population est restée mobilisée, elle a mis sur pied des comités de quartier qui organisent la lutte mais aussi la vie sociale et pallient les défaillances de l'administration. Cependant, ce sont les militaires qui ont gardé le pouvoir.

Le mouvement populaire est dirigé par une alliance d'organisations petite-bourgeoises (ingénieurs, avocats, médecins, professeurs, partis d'oppositions...), qui maintient l'illusion d'un compromis avec les militaires et d'une transition vers un régime civil démocratique. La classe ouvrière, bien que mobilisée, n'a pas un parti qui lui soit propre pour mener une politique indépendante visant à lui permettre de

prendre le pouvoir. Sans un tel parti, les travailleurs, les petits paysans et la grande majorité des habitants des quartiers populaires ne trouveront aucune issue favorable à leurs intérêts

de classe exploitée et opprimée. Que ce soit un nouveau galonné ou un civil qui prenne le pouvoir, ce sera toujours la dictature qui continuera.

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET SES ANCIENS TIRAILLEURS AFRICAINS

Le président français Emmanuel Macron a fait tout un cinéma en accordant à neuf anciens combattants d'origine sénégalaise, âgés de 85 à 96 ans, le droit de finir leurs jours auprès de leurs familles au Sénégal sans être obligés de rester six mois par an en France pour pouvoir percevoir leur allocation minimale de vieillesse d'un montant de 950 euros par mois. Ce geste a été présenté comme un cadeau présidentiel. Macron a rajouté une couche de paternalisme en accordant une aide financière pour les frais de voyage et de réinstallation de ces anciens tirailleurs dans leur pays d'origine.

Jusqu'ici, ni Macron ni ses prédécesseurs ne s'étaient jamais penchés sur le triste sort de ces anciens combattants africains qui croupissaient dans des logements ne dépassant pas 15 mètres carrés et qui ne bénéficiaient pas des mêmes traitements que leurs frères d'arme français. Le mépris avec lequel l'État français les a traités illustre le type de relation que la France a entretenu et continue d'entretenir avec les populations de ses anciennes colonies.

La création d'un corps de tirailleurs dits « *sénégalais* » répondait initialement à un besoin d'effectifs pour les guerres coloniales tout au long du 19^{ème} siècle en Afrique et à Madagascar. Dès 1830, la France a commencé à recruter des soldats dans ses colonies. Le décret créant formellement au Sénégal un corps d'infanterie indigène sous la dénomination de « *tirailleurs sénégalais* », date du 21 juillet 1857

sous Napoléon III. Ces soldats, qui venaient de toute l'Afrique noire, étaient souvent des « *volontaires forcés* » désignés par les chefs de villages qui se débarrassaient ainsi des gêneurs de toute nature. Leur effectif est passé de 1 000 en 1867 à 15 000 hommes en 1913. « *L'Afrique nous a coûté des monceaux d'or, des milliers de soldats et des flots de sang. Mais les hommes et le sang, elle doit nous les rendre avec usure* », affirmait alors Adolphe Massimy qui fut ministre de la Guerre et des Colonies entre 1911 et 1914.

Leur recrutement s'est fortement accru lors de la 1^{ère} et 2^{ème} guerre mondiale. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux y ont laissé leur vie. Certains ont été démobilisés à la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, d'autres envoyés dans les colonies (Indochine, Algérie, Madagascar, Cameroun, etc.) pour mâter les populations qui se révoltaient et réclamaient leur indépendance.

Le mépris avec lequel l'État français traitait ses tirailleurs a fini par provoquer des révoltes et des mutineries. Celle de Thiaroye au Sénégal en novembre 1944 est la plus connue. Plus de 1 600 soldats africains (officiellement 1 280) issus de différentes colonies françaises d'Afrique (Sénégal, Dahomey -actuel Bénin- Soudan français -actuel Mali- Côte d'Ivoire, Oubangui Chari -actuels Tchad et Centrafrique-, Niger, Gabon et Togo) étaient regroupés dans le camp de Thiaroye à une quinzaine de kilomètres du centre de Dakar avant de rentrer chez eux après avoir touché

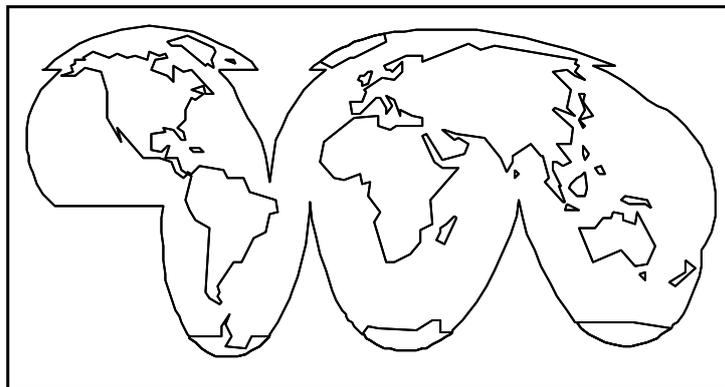
leur pécule. Mais le versement des primes de démobilisation et des arriérés de solde ont été arbitrairement diminués ou supprimés. Une mutinerie éclata, la répression fut sanglante. Officiellement l'armée française a reconnu 38 morts chez les insurgés, certains historiens parlent de plusieurs centaines de victimes.

C'est ainsi que l'État français remercia ceux qu'il avait utilisés comme chair à canon durant la guerre. La haine des populations contre le

colonialisme n'a fait que se renforcer.

Aujourd'hui, Macron avec son discours paternaliste et hypocrite sur le passé coloniale de la France, n'est en réalité que le continuateur de la politique impérialiste de l'État français. Les anciennes colonies sont devenues formellement indépendantes depuis plus de 60 ans, mais l'État français y est toujours présent avec ses hommes de paille et ses bases militaires pour défendre les intérêts des grands capitalistes français.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.